

Novembre
2019

SOMMAIRE EXÉCUTIF

IMPACT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SUR LA MAIN-D'OEUVRE

INDUSTRIE DE LA CHIMIE, DE LA
PÉTROCHIMIE, DU RAFFINAGE ET DU GAZ



RÉALISATION DE L'ÉTUDE

Réalisation de l'étude

Jean-Philippe Brosseau
Raymond Chabot Grant Thornton

Analyse des résultats et rédaction

Jean-Philippe Brosseau
Raymond Chabot Grant Thornton

Avec la collaboration de

Benoît Robichaud
CoeffiScience

Conception graphique

Cactus Media

Coordination du projet

Cindy Mathers
CoeffiScience

Sous la direction de

Guillaume Legendre
CoeffiScience

Avec la contribution financière de :

*Commission
des partenaires
du marché du travail*

Québec 

Remerciements

La réalisation de cette étude a été rendue possible grâce à la contribution financière de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

CoeffiScience tient à remercier les membres du comité de suivi chargé d'encadrer la réalisation de *l'étude de l'impact de la transition énergétique sur le secteur de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz*.

Leur implication volontaire, ainsi que leurs commentaires ont été un apport précieux à chacune des étapes du projet.

Comité de suivi

- Caroline De Foy, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Benoit Potvin, Unifor
- Denis Hamel, Conseil du patronat du Québec
- Jean-Rod Morin, Unifor
- Marc-André Moreau, Commission des partenaires du marché du travail
- Philippe Lanthier, Énergir
- Pierre Patry, Fondation / CSN
- Pierre Roy, Transition énergétique Québec

À propos de CoeffiScience

CoeffiScience est entièrement voué au développement de la main-d'oeuvre de l'industrie de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz. OBNL administré par les entreprises, les travailleurs et les partenaires gouvernementaux, CoeffiScience analyse les besoins de l'industrie et met en place des programmes d'aide au développement des entreprises et des travailleurs.

Mise en contexte

Coeffiscience, le comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz au Québec et ses partenaires s'intéressent à l'impact qu'aura le processus de transition énergétique sur les entreprises et la main-d'œuvre des secteurs d'activité économique qu'elle couvre.

La CSN, la Commission des partenaires du marché du travail, le Conseil du patronat du Québec, Énergir, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Transition énergétique Québec et Unifor ont été des partenaires dans la réalisation de cette étude.

En 2016, le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique énergétique qui vise à compléter une tran-

sition devant mener le Québec à être un chef de file nord-américain dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. Cette politique s'articule autour de 5 objectifs dont la réduction de la consommation de produits pétroliers et l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et de bioénergie.

Cette étude vise, d'une part, à identifier les effets économiques de la transition énergétique selon les sous-secteurs industriels en fonction des objectifs établis dans la politique énergétique et, d'autre part, à évaluer les impacts sur les emplois des secteurs.

L'étude se penche sur sept sous-secteurs qui seront directement affectés par la transition énergétique.



Distribution de gaz naturel



Produits chimiques de base



Transport par pipeline



Résines, filaments et caoutchouc artificiels



Raffineries de pétrole



Grossistes-distributeurs de produits pétroliers



Stations-service

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SUR LES SECTEURS

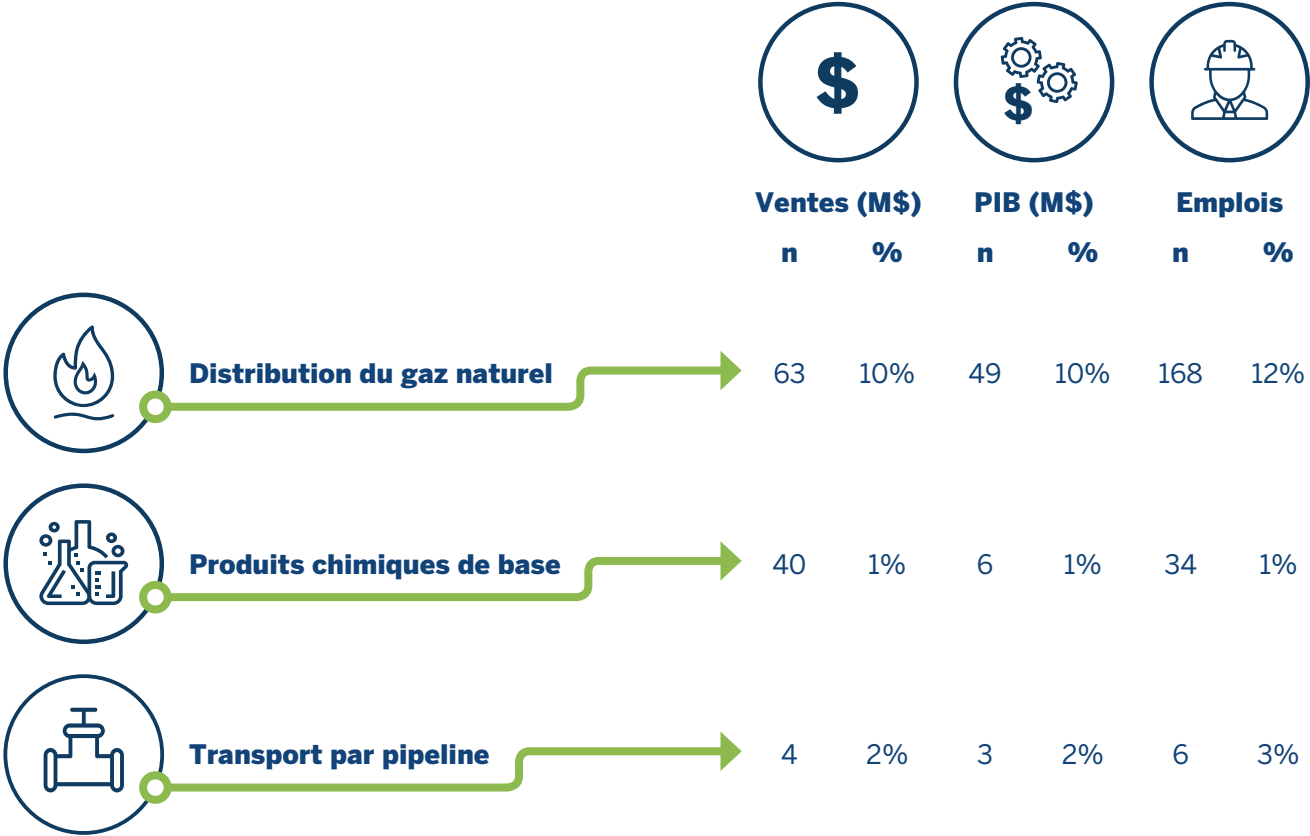
L'analyse de l'impact économique de la transition énergétique a été effectuée sur la base des prévisions de demande énergétique indiquées dans le Plan directeur de Transition énergétique Québec (TEQ). Les variations sont prédites en fonction de la structure des échanges économiques en 2015, soit l'année la plus récente documentée par Statistique Canada.

Principaux constats

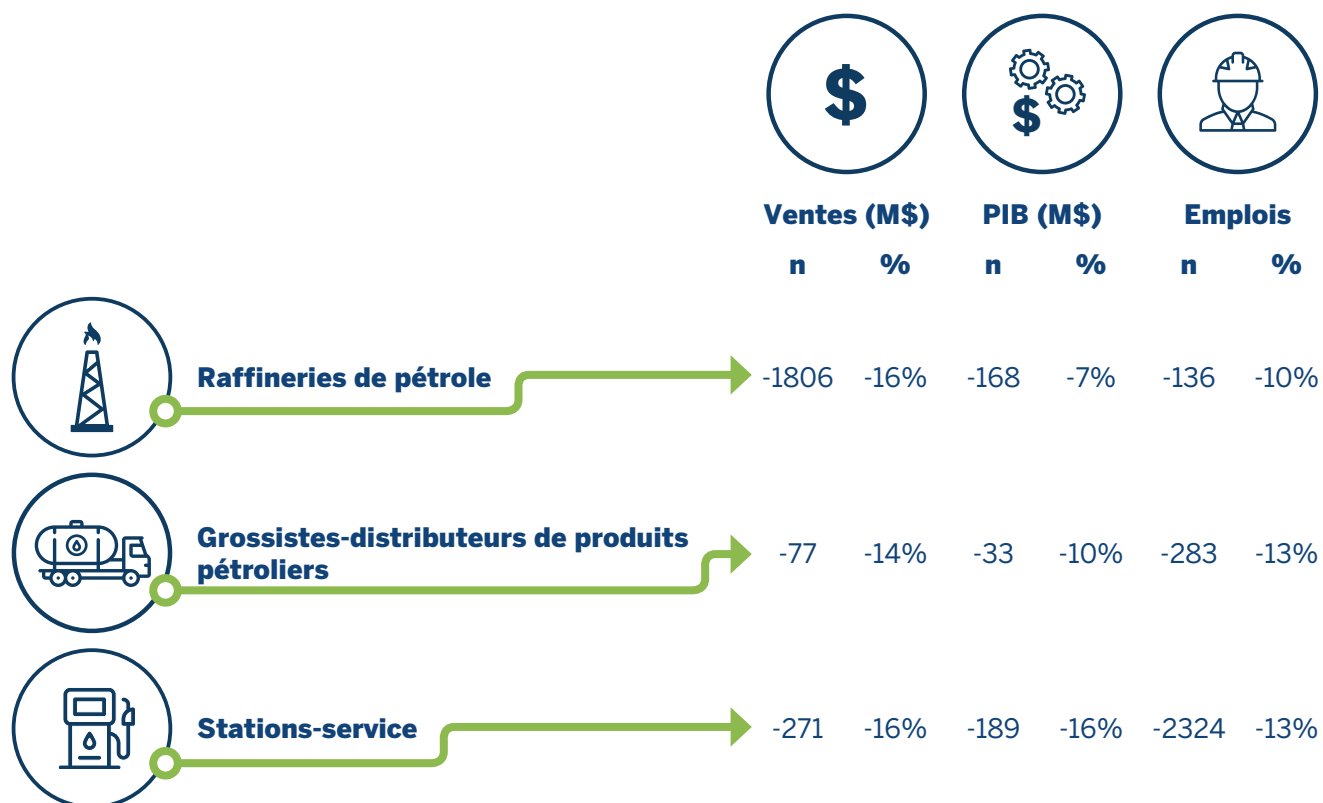
- La transition énergétique engendrera une diminution des ventes de 1,8 G\$ pour les raffineries de pétrole du Québec. Les ventes de mazout et d'essence seront particulièrement touchées.
- Dans l'industrie de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz, la transition énergétique mènerait à la création nette de 64 emplois à l'horizon 2030. Néanmoins, ce gain net cache des réalités différentes selon les industries.
 - La distribution du gaz naturel devrait créer 168 emplois tandis que 34 postes s'ajouteront dans le secteur des produits chimiques de base.
 - 136 pertes d'emplois sont anticipées dans les raffineries de pétrole.
- Pour la filière élargie, la transition énergétique devrait engendrer la disparition de 2 601 emplois d'ici à 2030 si le modèle d'affaires actuel est maintenu.
 - En raison de la diminution de la consommation, 283 emplois en 2030 seront supprimés pour les grossistes et marchands de produits pétroliers.
 - Les stations-service seront le plus durement touchées par les mesures de transition. Des pertes de 2 324 emplois sont à prévoir d'ici à 2030.

Les deux figures qui suivent présentent l'impact anticipé sur les sous-secteurs à l'horizon 2030 selon la production (ventes), le produit intérieur brut et le nombre d'emplois.

Impacts positifs à l'horizon 2030



Impacts négatifs à l'horizon 2030



Plusieurs facteurs invitent à la prudence quant aux prévisions de pertes d'emplois dans les raffineries. Soulignons d'abord les limites du modèle linéaire utilisé pour simuler le lien entre production et emploi. Ensuite, il est impossible de déterminer le seuil de non-rentabilité d'une raffinerie à l'aide des données disponibles. Toutefois, on peut supposer qu'une réduction de 1,8 milliard \$ des ventes affectera les raffineurs du Québec. Si le seuil de non-rentabilité est atteint pour l'une des raffineries, 300 à 500 emplois directs et des centaines d'emplois indirects pourraient être perdus.

L'effet sur les stations-service repose sur l'hypothèse d'une réduction de 23 % de la consommation d'essence. Pour qu'il se réalise, le remplacement de véhicules à essence par les véhicules électriques devra s'accélérer. On suppose également que les stations-service n'adapteront pas leur offre pour inclure différents types de carburants et l'installation de bornes de recharge électrique.

LES MÉTIERS AFFECTÉS PAR LA TRANSITION

- La croissance du secteur du gaz naturel mènerait à la création d'emplois dans l'installation et l'entretien de canalisations de gaz ainsi que dans la vente et le service à la clientèle.
- Les pertes d'emploi dans les raffineries affecteraient principalement les opérateurs et techniciens de procédés chimiques.
- Les chauffeurs et livreurs seraient les principales catégories d'emplois touchées par le déclin des grossistes-distributeurs de produits pétroliers.
- La majorité des emplois perdus concerneraient les préposés et caissiers de station-service.

Les sous-secteurs feront également face à différents enjeux découlant de la transition :

- **Distribution de gaz naturel :** Pour ce secteur, la transition augmentera la demande, et pour parvenir à la combler, de nouveaux postes devront être comblés, ce qui accentuera l'effet de pénurie de main-d'œuvre actuelle. De plus, les employeurs devront aussi s'adapter à une réglementation les obligeant à intégrer une partie grandissante de GNR dans leurs réseaux de distribution.
- **Fabrication de produits du pétrole et du charbon :** Le principal intrant de ce secteur étant menacé, les matières substitués devenant plus coûteuses et la technologie requise nécessitant des investissements importants, les employeurs se voient alertés. Ces entreprises ressentent la pression d'une concurrence étrangère offrant un produit comparable à moindre coût et avec plus de flexibilité réglementaire. La fermeture d'usines est donc une réelle possibilité.

teuses et la technologie requise nécessitant des investissements importants, les employeurs se voient alertés. Ces entreprises ressentent la pression d'une concurrence étrangère offrant un produit comparable à moindre coût et avec plus de flexibilité réglementaire. La fermeture d'usines est donc une réelle possibilité.

- **Fabrication de résines, de caoutchouc synthétique et de fibres et de filaments artificiels et synthétiques :** D'une part, la demande de produits de plastique augmentera dans la mesure où ces produits permettent une meilleure efficacité énergétique due au poids inférieur du plastique au métal, au bois, et autres. Cependant, leur intrant principal est le pétrole, qui lui verrait sa production réduite, augmentant ainsi le coût de la matière première. Ce ne sont donc pas toutes les entreprises sondées qui voient la transition comme une menace. Toutefois, elles entrevoient la pénurie et le recrutement de la main-d'œuvre, ainsi que la formation de celle-ci, comme l'enjeu le plus important.
- **Fabrication de produits chimiques de base :** Ces entreprises prévoient des investissements importants qui seraient difficilement rentables, ainsi qu'un coût grandissant de l'intrant en raison de la transition énergétique. Faisant partie d'un marché de commodités international, la concurrence étrangère, qui fabrique leurs produits sous moins de contraintes gouvernementales, demeure l'enjeu le plus critique. Cet enjeu pourrait même mener à la fermeture d'usines et des pertes d'emplois.

PISTES D' ACTIONS POUR ATTÉNUER LES EFFETS DE LA TRANSITION SUR LA MAIN-D'ŒUVRE

Les éléments suivants devront être pris en compte par les autorités gouvernementales ainsi que les acteurs de l'industrie afin de minimiser les effets négatifs de la transition énergétique sur les travailleurs de l'industrie :

- Identifier et évaluer **les besoins de formation et de développement des compétences** de la main-d'œuvre touchée positivement ou négativement par la transition énergétique ;
- Planifier des stratégies qui permettront **une transition de carrière ordonnée** aux employés touchés, en prenant en compte notamment leur âge, leur bagage de compétences et leur formation ;

- Apporter une attention particulière à la **qualité et durabilité des emplois créés** dans le secteur des énergies renouvelables, considérant que les emplois du secteur des énergies traditionnelles offrent des conditions de travail très avantageuses par rapport à la moyenne québécoise ;
- **Étudier les impacts régionaux de la transition énergétique** dans le contexte où il existe actuellement une concentration régionale (régions de Montréal et de la Montérégie) des emplois dans le secteur de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz et que les emplois potentiellement créés dans le secteur des énergies renouvelables seront répartis différemment.
- Évaluer **l'impact du déclin anticipé de la pétrochimie et du raffinage sur l'attraction de main-d'œuvre dans le secteur**, notamment dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre.

